

Déjà Sonia et Thomas Bata, les frères Reichmann et Andrew Sarlos ont ouvert la voie vers l'Est. Mais ce ne sont là que quelques exemples. Des centaines de Canadiens s'attachent à trouver de nouveaux débouchés en Europe, et des milliers d'autres ont un potentiel sans prix à offrir. Je les encourage à l'exploiter et à nous dire ce que nous pouvons faire -- ou mieux faire -- pour venir en aide aux populations des pays d'Europe de l'Est. L'occasion est unique.

J'aimerais conclure sur trois observations.

D'abord, les politiques que je viens d'exposer visent une Europe en transition. Elles doivent donc évoluer avec celle-ci. Nos politiques, pas plus que l'Europe, ne demeureront statiques.

Ensuite, l'atout extraordinaire que représente notre communauté multiculturelle entraîne certaines responsabilités. Ainsi, à mesure que l'Europe brise les chaînes du passé, les anciennes animosités refont surface, animosités que la répression avait figées, mais que rend plus dangereuses l'absence de traditions de compromis. Ces animosités peuvent menacer la stabilité sociale même, essentielle au maintien de la démocratie. Les Canadiens -- tous les Canadiens -- doivent éviter d'attiser l'intolérance. Nous avons aussi la possibilité d'encourager les compromis et les ententes -- la seule voie possible pour les sociétés qui veulent tourner la page et fonder leur avenir sur la démocratie.

Enfin, et c'est là ma troisième observation, ce qui se passe en Europe illustre on ne peut mieux les impératifs de l'interdépendance -- entre les pays et les régions, et entre les problèmes -- qu'ils soient d'ordre politique, militaire ou économique. L'interdépendance est synonyme de possibilités. Elle veut dire aussi défis, et il est impossible aujourd'hui d'y échapper.

Notre comportement dans notre propre pays a des répercussions sur nos intérêts à l'étranger. Et ce que nous faisons à l'étranger détermine notre degré de prospérité et de sécurité sur notre territoire.

Ce n'est pas par caprice, mais par nécessité que nous nous engageons à l'égard de l'Europe. Nous le faisons pour notre propre bien, pour assurer notre sécurité et notre prospérité.